

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SESSION DE 2003-2004

4 MAI 2004

**Proposition de loi modifiant l'article 478 du Code judiciaire****RAPPORT**

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE  
PAR MME LALOY

**I. Introduction**

La commission de la Justice a examiné la présente proposition de loi au cours de ses réunions des 27 janvier et 4 mai 2004.

**II. Exposé introductif de l'auteur de la proposition de loi**

M. Coveliers se réfère à l'échange de vues qui a eu lieu, le 6 janvier 2004, avec des représentants de la

**BELGISCHE SENAAAT**

ZITTING 2003-2004

4 MEI 2004

**Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 478 van het Gerechtelijk Wetboek****VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE JUSTITIE  
UITGEBRACHT DOOR  
MEVROUW LALOY

**I. Inleiding**

De commissie voor de Justitie heeft dit wetsvoorstel onderzocht tijdens haar vergaderingen van 27 januari en 4 mei 2004.

**II. Inleidende uiteenzetting door de indiener van het wetsvoorstel**

De heer Coveliers verwijst naar de gedachtewisseling die op 6 januari 2004 heeft plaats gevonden met

## Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

**A. Membres/Leden:**

SP.A-SPIRIT Staf Nimmegeers, Ludwig Vandenhove, Jan Van Duppen.  
VLD Pierre Chevalier, Hugo Coveliers, Luc Willems.  
PS Jean-François Istasse, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.  
MR Christine Defraigne, Nathalie de T' Serclaes, Alain Zenner.  
CD&V Stefaan De Clerck, Hugo Vandenberghe.  
VLAAMS BLOK Jurgen Ceder, Anke Van dermeersch.  
CDH Clotilde Nyssens.

**B. Suppléants/Plaatsvervangers:**

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Fatma Pehlivan, Myriam Vanlerberghe.  
Jacques Germeaux, Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelven.  
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Philippe Moureaux, Christiane Vienne.  
Berni Collas, Alain Destexhe, Antoine Duquesne, François Roelants du Vivier.  
Sabine de Bethune, Mia de Schampelaere, Erika Thijs.  
Yves Buysse, Joris Van Hauthem, Karim Van Overmeire.  
Christian Brotcorne, René Thissen.

*Voir:***Documents du Sénat:****3-308 - 2003-2004:**

N° 1: Proposition de loi de M. Coveliers.

*Zie:***Stukken van de Senaat:****3-308 - 2003-2004:**

Nr. 1: Wetsvoorstel van de heer Coveliers.

Cour de cassation, lors de la présentation du rapport d'activités 2003 de la Cour (voir doc. Sénat n° 3-453/1). Les problèmes rencontrés par le barreau de cassation ont été évoqués au cours de la discussion.

En matière civile, le droit de postuler et de conclure devant la Cour de cassation appartient exclusivement à des avocats qui portent le titre d'avocats à la Cour de cassation.

Leur nombre est de vingt depuis 1998. Ils sont nommés à vie par le Roi. Une fois qu'on est avocat à la Cour, on reste un des vingt avocats à la Cour jusqu'à la démission ou au décès, même si l'on n'exerce plus pleinement la fonction pour diverses raisons. Il est normal et compréhensible que les avocats à la Cour de cassation ne puissent déployer en permanence la même activité. Cette situation ne favorise cependant pas le bon fonctionnement de la Cour de cassation.

À l'instar de ce qui s'est fait pour les huissiers de justice, l'auteur propose, non pas d'étendre le cadre du barreau de cassation, mais de fixer une limite d'âge pour déterminer le nombre d'avocats près la Cour de cassation. Cela signifie qu'une sorte d'éméritat serait instauré pour les avocats près la Cour de cassation. Ils resteraient avocats près la Cour, mais ceux qui ont dépassé l'âge de 70 ans ne seraient plus pris en compte pour fixer l'effectif du corps, qui est de 20 unités. À l'heure actuelle, quatre avocats francophones ont atteint cette limite d'âge et deux avocats néerlandophones. Cette solution permettrait de bénéficier en permanence de vingt avocats de cassation de moins de 70 ans, auxquels s'ajouteraient les avocats de cassation qui ont dépassé cette limite d'âge. On améliorerait de la sorte, dans la pratique, le fonctionnement du barreau de cassation.

### III. Discussion générale

#### A. Observations des membres

M. Hugo Vandenberghe constate que la proposition de loi à l'examen propose une mesure tout à fait ponctuelle. Il pense que l'accord de gouvernement évoque la problématique du barreau de cassation. Le gouvernement envisage-t-il une réforme globale de ce barreau ?

M. Mahoux note que la proposition a pour effet que les avocats âgés de 70 ans ne sont plus pris en compte dans le quota des vingt avocats à la Cour de cassation mais qu'ils sont toujours autorisés à plaider. *De facto*, le nombre d'avocats à la Cour de cassation va augmenter au fur et à mesure que ceux-ci atteindront la limite d'âge. Cette solution risque de perturber l'équilibre linguistique, en fonction de l'espérance de vie des différents membres du barreau de cassation. Pourquoi ne pas prévoir une mise à la pension de tous les avocats de cassation à partir d'un certain âge ?

de vertegenwoordigers van het Hof van Cassatie tijdens de voorstelling van het activiteitenverslag 2003 van het Hof (zie stuk Senaat nr. 3-453/1). De problemen die de balie van cassatie ondervindt zijn tijdens de bespreking aangekaart.

In burgerlijke zaken hebben alleen advocaten die de titel van advocaat bij het Hof van Cassatie dragen, het recht om voor het Hof op te treden en conclusies te nemen.

Sinds 1998 zijn er twintig dergelijke advocaten. Zij worden voor het leven benoemd door de Koning. Eenmaal benoemd, blijft de betrokkene een van de twintig advocaten bij het Hof tot zijn ontslag of overlijden, zelfs als hij, om diverse redenen, zijn ambt niet meer volledig uitoefent. Het is logisch en begrijpelijk dat de advocaten bij het Hof van Cassatie niet permanent dezelfde activiteit kunnen uitoefenen. Dat bevordert echter niet bepaald de goede werking van het Hof van Cassatie.

In navolging van wat is gedaan voor de gerechtsdeurwaarders, stelt de indiener voor, niet om de personeelsformatie van de balie van cassatie uit te breiden, maar wel om een leeftijdsgrens in te voeren voor het bepalen van het aantal advocaten bij het Hof van Cassatie. Dat betekent dat als het ware een emeritaat voor hen wordt ingevoerd. Zij blijven advocaat bij het Hof, maar vanaf 70 jaar worden zij niet meer meegeteld om de korpssterkte van 20 te bepalen. Momenteel hebben vier Franstalige en twee Nederlandstalige advocaten die leeftijdsgrens bereikt. Met deze oplossing zijn er permanent twintig advocaten bij het Hof van Cassatie van minder dan 70 jaar beschikbaar. Daarbij moeten nog de advocaten worden geteld die de leeftijdsgrens wel hebben overschreden. Zo wordt de werking van de balie van cassatie in de praktijk verbeterd.

### III. Algemene bespreking

#### A. Opmerkingen van de leden

De heer Hugo Vandenberghe stelt vast dat dit wetsvoorstel een ad-hocmaatregel inhoudt. Hij meent dat de kwestie van de balie van cassatie in het regeerakkoord staat vermeld. Is de regering van plan de balie fundamenteel te hervormen ?

De heer Mahoux merkt op dat het voorstel tot gevolg heeft dat de advocaten van 70 jaar en meer niet meer worden gerekend bij het quotum van de twintig advocaten bij het Hof van Cassatie, maar dat zij nog altijd mogen pleiten. *De facto* zal het aantal advocaten bij het Hof van Cassatie dus toenemen naargelang zij de leeftijdsgrens bereiken. Die oplossing kan het taalevenwicht verstoren wegens de levensverwachting van de leden van de balie van Cassatie. Waarom worden alle advocaten bij Cassatie niet gewoon gepensioneerd vanaf een zekere leeftijd ?

M. Coveliers confirme que l'équilibre linguistique ne pourra être garanti que pour les avocats de cassation âgés de moins de 70 ans. Il ne voit cependant pas en quoi un éventuel déséquilibre linguistique pour les avocats ayant atteint le seuil de 70 ans puisse poser problème. En ce qui concerne l'instauration d'une limite d'âge générale à partir de laquelle les avocats seraient mis à la pension, l'intervenant précise que cette solution n'est pas possible car les avocats sont des indépendants et il n'est pas équitable de les obliger à cesser leur activité indépendante.

M. Hugo Vandenberghe précise qu'il existe une limite d'âge de fait. La Cour de cassation invite les avocats, qui ne sont plus capables d'exercer leur fonction, à y renoncer.

M. Mahoux est partisan d'une augmentation du nombre d'avocats de cassation mais il doute que le grand âge soit le critère le plus approprié pour y arriver. Il pense qu'il faudrait réfléchir à l'idée d'instaurer une limite d'âge à la fonction étant donné son caractère spécifique. Il constate qu'une telle limite existe pour les magistrats de cassation du parquet et du siège. Pourquoi ne pas l'étendre aux avocats ?

M. Chevalier répond qu'il n'est pas possible de mettre un terme à l'exercice d'une profession libérale.

M. Coveliers précise que l'on pourrait, lors de la nomination d'un avocat à la Cour de cassation, prévoir que la fonction est exercée pour une période déterminée ou jusqu'à un âge déterminé. Une telle mesure ne vaudrait que pour les nouveaux avocats. Pour ceux qui sont déjà nommés, il n'est pas possible d'instaurer une telle limite. La proposition de loi, qui prévoit que la limite d'âge ne joue que pour le calcul de l'effectif du corps, permet quant à elle de résoudre rapidement le problème du fonctionnement du barreau de cassation. Elle permet d'assurer à bref délai que vingt avocats âgés de moins de 70 ans sont effectivement disponibles pour assurer leurs fonctions tout en maintenant en fonction les avocats ayant atteint la limite d'âge.

#### *B. Observations de la ministre de la Justice*

La ministre confirme que l'accès du justiciable à la Cour de cassation est un point de la déclaration gouvernementale. Elle a entamé à cet égard une réflexion globale avec la Cour de cassation et ses différentes composantes. Cette démarche débouchera sous peu sur la présentation d'un avant-projet de loi au Conseil des ministres.

La proposition de loi à l'examen n'aborde quant à elle la problématique de l'accès à la Cour de cassation que de manière très partielle. L'intervenante pense que la proposition est prématurée et qu'il est préférable d'aborder la question dans son ensemble.

De heer Coveliers bevestigt dat het taalevenwicht onder de advocaten bij Cassatie van minder dan 70 jaar niet gewaarborgd kan worden. Hij ziet niet in waarom een eventuele distorsie bij de advocaten van meer dan 70 jaar een probleem zou opleveren. Met betrekking tot de invoering van een algemene leeftijdsgrens waarna de advocaten gepensioneerd zouden worden, verduidelijkt spreker dat dit niet mogelijk is omdat advocaten zelfstandigen zijn en het niet billijk is hen te dwingen om hun zelfstandige activiteit op te geven.

De heer Hugo Vandenberghe verduidelijkt dat er wel een feitelijke leeftijdsgrens bestaat. Het Hof van Cassatie vraagt advocaten die niet meer in staat zijn om hun ambt uit te oefenen om ermee te stoppen.

De heer Mahoux is voorstander van een uitbreiding van het aantal advocaten bij Cassatie maar hij betwijfelt of een hoge leeftijd wel het meest geschikte criterium is om dat doel te bereiken. Hij meent dat, gezien de specifieke aard van dat ambt, er een leeftijdsgrens moet komen. Voor de parketmagistraten en de zittende magistraten bij het Hof van Cassatie geldt zo'n leeftijdsgrens al. Waarom wordt die niet gewoon uitgebreid tot de advocaten ?

De heer Chevalier antwoordt dat het niet mogelijk is de uitoefening van een vrij beroep te begrenzen.

De heer Coveliers verduidelijkt dat bij de benoeming van een advocaat bij het Hof van Cassatie kan worden vastgesteld dat het ambt voor een bepaalde periode of tot een bepaalde leeftijd wordt uitgeoefend. Die maatregel zou dan louter voor nieuwe advocaten gelden. Voor de reeds benoemde advocaten kan zo'n grens niet worden ingevoerd. Dit wetsvoorstel, dat weliswaar een leeftijdsgrens invoert maar louter voor de berekening van de korpssterkte, staat toe om het probleem van de werking van de balie van Cassatie snel op te lossen. Met dit wetsvoorstel kan er op korte termijn voor worden gezorgd dat twintig advocaten van minder dan 70 jaar beschikbaar zijn en dat bovendien ook de advocaten die de leeftijdsgrens hebben bereikt, hun ambt blijven uitoefenen.

#### *B. Opmerkingen van de minister van Justitie*

De minister bevestigt dat de toegang van de rechtzoekende tot het Hof van Cassatie in de regeringsverklaring wordt vermeld. Zij heeft daarover een ruimere bespreking aangeknoopt met het Hof van Cassatie en de verschillende onderdelen ervan. Eerlang zal daarover een voorontwerp van wet aan de Ministerraad worden voorgelegd.

Het voorliggende voorstel behandelt het probleem van de toegang tot het Hof van Cassatie maar zeer gedeeltelijk. Spreekster vindt het voorstel voorbarig en meent dat het beter is de kwestie in haar geheel aan te pakken.

*C. Réaction des membres*

M. Coveliers rappelle que la mesure proposée a été suggérée par la Cour de cassation elle-même. Le barreau de cassation y est favorable. Lors de leur audition en commission de la Justice, le 6 janvier dernier, le premier président de la Cour de cassation et le procureur général près la Cour ont confirmé leur soutien à la modification proposée à l'article 478 du Code judiciaire. Il ne comprend dès lors pas la position de la ministre.

M. Zenner juge la proposition nuancée. Il estime que la position de la ministre va à l'encontre du point de vue traditionnellement défendu par son parti en cette matière.

M. Mahoux considère que le nombre de vingt avocats de cassation est peu élevé. Il est favorable à une augmentation du cadre du barreau de cassation. Il trouve cependant que la solution proposée est étonnante car elle lie, pour ce qui concerne le barreau de cassation, le nombre d'avocats actifs à deux variables : leur espérance de vie et leur état de santé. Il pense qu'il doit être possible de trouver une solution moins aléatoire. Enfin, il serait important de savoir dans quel délai la ministre va proposer ses mesures concernant la Cour de cassation.

M. Coveliers fait remarquer que dans un passé récent, une réforme comparable à celle qu'il propose a été décidée pour les huissiers de justice. Il a été rappelé, lors des travaux parlementaires, qu'il n'était pas équitable d'obliger une personne relevant du régime de pensions des indépendants de cesser son activité indépendante. Par conséquent, une limite d'âge a été prévue, uniquement pour fixer le nombre d'huissiers de justice. Il n'a pas fallu à l'époque organiser de longues concertations pour prendre une telle mesure. L'orateur ne comprend dès lors pas pourquoi une solution analogue pour les avocats de cassation se heurte à l'opposition de la ministre.

M. Willems considère que la mesure proposée est pragmatique. Elle permet de régler un problème pratique et jouit du soutien des personnes concernées. Elle peut être dès lors adoptée immédiatement sans attendre une réforme globale qui ne pourra probablement pas aboutir rapidement.

M. Mahoux ne comprend pas l'argument lié au statut indépendant des avocats de cassation. Il signale que de nombreux hôpitaux prévoient une limite d'âge pour les médecins. De la sorte, on met non seulement des limites à l'exercice de la fonction au sein de l'institution hospitalière mais également à la pratique même de la profession libérale. Ne faudrait-il pas s'inspirer de cette solution ?

*C. Réactions van de leden*

De heer Coveliers herinnert eraan dat de voorgestelde maatregel door het Hof van Cassatie zelf is geopperd. De balie van Cassatie is er voorstander van. Tijdens de hoorzitting in de commissie voor de Justitie van 6 januari jl., hebben de eerste voorzitter en de procureur-generaal bij het Hof bevestigd dat zij de voorgestelde wijziging van artikel 478 van het Gerechtelijk Wetboek steunen. Spreker verklaart het standpunt van de minister niet te begrijpen.

De heer Zenner vindt het voorstel genuanceerd. Hij meent dat de stellingname van de minister indruist tegen het traditionele standpunt van haar partij in deze materie.

De heer Mahoux vindt twintig advocaten bij het Hof van Cassatie weinig. Hij is voorstander van de uitbreiding van de personeelsformatie van de balie van Cassatie. Hij meent dat de voorgestelde oplossing echter verbazend is omdat zij het aantal actieve advocaten bij de balie van Cassatie doet afhangen van twee variabelen: hun levensverwachting en hun gezondheidstoestand. Volgens spreker moet een minder onzekere oplossing worden gezocht. Ten slotte zou hij graag weten binnen welke termijn de minister haar maatregelen betreffende het Hof van Cassatie zal voorstellen.

De heer Coveliers wijst erop dat onlangs een vergelijkbare hervorming is doorgevoerd met betrekking tot de gerechtsdeurwaarders. Tijdens de parlementaire voorbereiding is er toen op gewezen dat het niet billijk is om iemand die onder het pensioenstelsel van de zelfstandigen valt, te dwingen zijn zelfstandige activiteit op te geven. Daarom is een leeftijdsgrens ingevoerd maar louter met de bedoeling het aantal gerechtsdeurwaarders vast te stellen. Toen waren er geen lange besprekingen nodig om zo'n maatregel te nemen. Spreker begrijpt dan ook niet waarom de minister zich verzet tegen een vergelijkbare oplossing voor de advocaten bij het Hof van Cassatie.

De heer Willems vindt de voorgestelde maatregel pragmatisch. Hij biedt een oplossing voor een praktisch probleem en geniet de bijval van de betrokken personen. De maatregel kan dan ook onmiddellijk worden goedgekeurd zonder een algemene hervorming te moeten afwachten die er waarschijnlijk niet zo snel zal komen.

De heer Mahoux begrijpt het argument in verband met het zelfstandigenstatuut van de advocaten bij Cassatie niet. Hij wijst erop dat talrijke ziekenhuizen een leeftijdsgrens voor de artsen hanteren. Op die manier wordt niet alleen de uitoefening van hun functie binnen het ziekenhuis begrensd, maar de uitoefening van het vrije beroep als zodanig. Moeten we ons niet door die oplossing laten inspireren ?

M. Hugo Vandenberghe en déduit que le préopinant est favorable à l'instauration d'une limite d'âge, par exemple de 70 ans, pour les avocats de cassation.

Mme de T' Serclaes s'étonne de la position de la ministre lorsque l'on sait que les représentants de la Cour de cassation sont favorables à la proposition à l'examen.

#### IV. Discussion des articles et votes

Les articles premier et 2 n'appellent aucune observation et sont successivement adoptés par 10 voix et 2 abstentions.

L'ensemble de la proposition de loi est ensuite adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

*La rapporteuse,*  
Marie-José LALOY.

*Le président,*  
Hugo VANDENBERGHE.

\*  
\* \*

**Le texte adopté par la commission  
est identique au texte  
de la proposition de loi  
(voir doc. Sénat, n° 3-308/1 - 2003/2004)**

De heer Hugo Vandenberghe leidt daaruit af dat de vorige spreker voorstander is van de invoering van een leeftijdsgrens, bijvoorbeeld op 70 jaar, voor de advocaten bij het Hof van Cassatie.

Het standpunt van de minister verwondert mevrouw de T' Serclaes gezien de steun van de vertegenwoordigers van het Hof van Cassatie voor dit voorstel.

#### IV. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Over de artikelen 1 en 2 worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden goedgekeurd met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het wetsvoorstel in zijn geheel wordt vervolgens goedgekeurd met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De rapporteur,*  
Marie-José LALOY.

*De voorzitter,*  
Hugo VANDENBERGHE.

\*  
\* \*

**De door de commissie aangenomen tekst  
is dezelfde als de tekst  
van het wetsvoorstel  
(zie stuk Senaat, nr. 3-308/1 - 2003/2004)**